RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION: POLICE ADMINISTRATIVE

PERMIS DE STATIONNEMENT

N° 22−171 Date: 2 6 JUIL. 2022

Mis en ligne le :

2 6 JUIL, 2022

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Objet: Terrasse ouverte

Située : Avenue Camille Pelletan Validité: 31 décembre 2026

Nº Acte: 3.5

Le Maire de la commune de Vitrolles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et suivants ; Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à 4 et L 2125-1;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L 113-2;

Vu le Code de la route ;

Vu l'arrêté municipal no VRC 19-275 du 25 juillet 2019 portant autorisation d'occupation du domaine publique à Madame TRAVIER ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 22-90 du 31 mai 2022 relative aux tarifs publics ;

Vu la demande par laquelle Madame Nathalie TRAVIER, gérante de l'établissement de restauration « Le Chianti » situé 9, avenue Camille Pelletan, 13127 Vitrolles, sollicite l'autorisation d'exploitation d'une terrasse ouverte sur le domaine public communal;

Considérant l'avis favorable de la Direction de l'Economie et l'Emploi ; Considérant l'avis favorable de la Direction Voirie, Réseaux et Circulation ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent permis de stationnement est accordé à Madame TRAVIER Nathalie, gérante du restaurant « Le Chianti », par la Commune de manière exclusive, au titre d'un droit d'occupation superficielle, précaire, révocable de son domaine public.

A cet effet, la Commune met à la disposition du détenteur, le droit d'occuper, sur l'avenue Camille Pelletan, une surface dans les conditions prescrites aux articles 2, 3 et 4 du présent document. Cette autorisation d'occupation temporaire du domaine public prend effet à la date de notification à son détenteur.

ARTICLE 2 - FINALITE

Le permis de stationnement autorise son détenteur à exploiter le domaine public de la manière suivante : « Exploitation d'une terrasse ouverte sans emprise au sol ».

L'exploitation du domaine public est en rapport avec l'APE 5610A et le SIRET 499 296 473 00014. La Commune propriétaire conserve son droit de contrôle sur l'utilisation du bien affecté.

ARTICLE 3 - REDEVANCE

Le détenteur de la présente autorisation est tenu au paiement d'une redevance prévue dans la délibération annuelle des tarifs publics communaux. Elle est acquittée dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre, par l'exploitant de la terrasse.

Pour l'année 2022, la redevance annuelle d'occupation du domaine public est fixée à 1,5 € le m² par mois, exigible du 1er mai au 31 octobre et payable d'avance en une seule fois. Le montant de cette redevance est révisable chaque année.

Cette terrasse peut être exploitée au-delà de la période considérée, à titre non onéreux, par le détenteur de la présente autorisation d'exploitation.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

ARTICLE 4 - MOBILIER ET EMPLACEMENT

Cette occupation se matérialise par l'exploitation d'une terrasse ouverte de 32 m², composée de 2 zones, selon le plan en annexe :

- 1. Une surface de 25,00 m² composée de deux parties, au droit du n° 6 avenue Camille Pelletan,
- 2. Une surface 7,00 m² sur le trottoir, au droit de la façade du restaurant le Chianti, 9 avenue Camille Pelletan.

sur lesquelles pourront être installés du mobilier léger, homogène, présentable, sans emprise au sol (tables, chaises).

Le maintien de la terrasse, en dehors des heures d'ouvertures, n'est pas autorisé. Le créneau d'exploitation est fixé de l'ouverture à la fermeture de l'établissement.

Le mobilier d'exploitation devra présenter toutes les normes de sécurité permettant l'activité considérée. Il devra également présenter un aspect valorisant pour le site. L'exploitant de la terrasse doit maintenir son installation et mobilier dans un parfait état de propreté et d'entretien. Il devra, en outre, assurer le nettoyage régulier de l'espace public occupé.

L'aire concédée devra retrouver son aspect initial après chaque exploitation.

Il est strictement interdit de modifier le sol du domaine public ou d'y fixer quoi que ce soit.

ARTICLE 5 - ACCESSIBILITE

L'exploitation de cette terrasse ne devra en aucun cas générer une gêne de la circulation piétonne et l'accessibilité devra être préservée :

- La continuité du cheminement piétonnier doit être maintenue (1,40 m de largeur minimum),
- La terrasse ne doit pas obstruer la lisibilité ou l'accessibilité des vitrines de commerces voisins ou entrées des immeubles,
- La terrasse doit permettre l'accès aisé à une personne à mobilité réduite qui souhaiterait s'y rendre, sans guitter son fauteuil,
- La terrasse ne devra en aucun cas obstruer un regard présent sur la voie publique (fluides, électricité...) et son exploitant devra veiller à dégager les accès aux immeubles riverains, les bouches d'incendie ou sorties de secours,
- En outre, l'exploitant devra faciliter le travail des agents techniques de maintenance qui pourraient devoir effectuer une intervention sur un regard dans l'emprise de la terrasse,
- Enfin, la terrasse ne devra en aucun cas entraver l'accès des services de secours ou de sécurité.

ARTICLE 6 - ASSURANCE

Le détenteur de l'autorisation devra contracter une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile en cas de sinistre lié à l'activité.

ARTICLE 7 - PERIMETRE DES MARCHES FORAINS

Pour les emplacements de terrasses situés sur les périmètres des marchés, le placier et la commune déterminent les éventuelles règles de cohabitation entre commerçants sédentaires et forains, en se référant le cas échéant au contrat de concession en cours.

ARTICLE 8 - DUREE

Le présent permis de stationnement prend effet à la date de notification au bénéficiaire et sera valide jusqu'au 31 décembre 2026. Il est renouvelable sur demande expresse effectuée 3 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

Le détenteur signalera immédiatement tout changement modifiant ou aliénant les termes de ce document (changement dans la nature du commerce, cessation d'activité, dépôt de bilan...).

La résiliation intervient dans l'un des cas consignés à l'article 10. La cession d'activité ou la fermeture de l'établissement entraîne de fait la résiliation de la présente autorisation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE

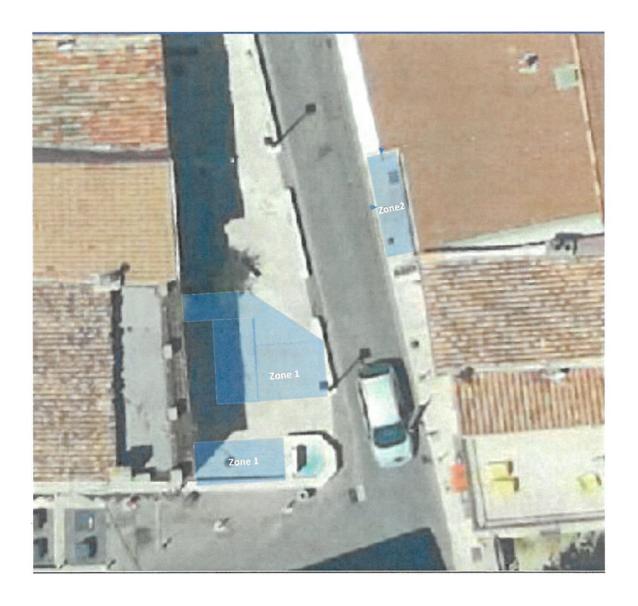
Le permissionnaire doit se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et sera tenu responsable de tout accident ou de tout préjudice qui pourrait survenir du fait de l'installation de cette terrasse.

ARTICLE 10 - RESILIATION

La résiliation pourra intervenir, après un préavis de deux (2) mois donné par le détenteur du présent permis, sous forme d'une lettre recommandée avec avis de réception.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Annexe



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elle interviendra de plein droit, sans délai ni conditions, sur l'initiative de la Commune et dans les cas suivants :

- Manquement à l'une des clauses énumérées au présent arrêté,
- Condamnation du détenteur entrainant la fermeture administrative de son établissement,
- Nécessité de reprise par la Commune, quelle qu'en soit la cause,
- Troubles à l'ordre public constituant une infraction, dûment constatés par un service de police,
- Absence de réponse aux demandes de mise à jour du dossier durant la validité du permis de stationnement.

ARTICLE 11 - RECOURS

Le présent arrêté municipal peut être contesté devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa prise d'effet.

ARTICLE 12 - AFFICHAGE ET EXECUTION

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L 2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services, et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 - AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Sous-préfecture d'Istres,
- Madame la Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur de Cabinet,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Madame la Directrice Générale Adjointe Vie Citoyenne et Développement Urbain,

Loïd GACHON, Maire de Vitrolles

- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Voirie Réseaux Circulation,

- Madame la Directrice Economie Emploi.

HOTEL DE VILLE - BP 30102 - 13743 VITROLLES CEDEX - TEL : 04 42 77 90 00 - FAX : 04 42 77 90 50 - www.vitrolles13.fr